

Questions orales

[Français]

LES DÉSASTRES

LA MESURE DES ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT

M. Robert Toupin (Terrebonne): Monsieur le Président, je désire poser une question au vice-premier ministre.

Monsieur le Président, suite aux pluies torrentielles survenues à Montréal et qui ont causé près de 230 millions de dollars de dommages ainsi que la perte d'une vie humaine, le gouvernement fédéral s'est engagé à rembourser un montant d'environ 17 millions de dollars.

Devant l'ampleur du désastre, est-ce que le gouvernement fédéral peut faire preuve de leadership et contribuer davantage à indemniser les Montréalais?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, comme l'honorable député le sait très bien, il y a un accord entre les provinces et le gouvernement fédéral, une disposition de la part du gouvernement fédéral, pour donner des fonds. J'ai écrit une lettre à M. Gilles Rocheleau, le ministre des Approvisionnements et des Services de la province de Québec, en juillet dernier afin de l'informer de notre intention de fournir les fonds nécessaires.

L'IMPACT DE L'ENTENTE SUR LE QUÉBEC

M. Robert Toupin (Terrebonne): Monsieur le Président, est-ce que le ministre peut garantir à cette Chambre finalement que les Montréalais ne recevront pas moins en proportion que les gens d'Edmonton? Est-ce que le gouvernement, est-ce que le ministre peut nous garantir que l'entente qui a été conclue avec les provinces est aussi équitable en Ontario, au Manitoba, en Alberta qu'au Québec?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur le Président, l'Accord est égal pour tous les Canadiens. C'est le même traitement pour tous les Canadiens partout au Canada. Et nous avons un accord avec toutes les provinces, et c'est exactement la même chose pour toutes les provinces.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Ce matin, le premier ministre vient d'assermenter son ministre du MIST ou du *mess* plutôt... J'aimerais demander au premier ministre, à partir du moment où il a annoncé le plan de l'Ouest, le plan de l'Atlantique, le plan du Nord de l'Ontario, comment il peut justifier de laisser le Québec dans un vacuum, de laisser l'Est ontarien sans programme? Quelle est la politique de ce gouvernement en matière de développement économique régional? Et pourquoi le Québec est-il oublié?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le Québec n'est pas oublié du tout. Mon ami mentionne la province d'Ontario.

Vendredi dernier, les chiffres du chômage ont été publiés, et ils indiquent par exemple que, dans la province d'Ontario, le taux de chômage est maintenant baissé à 6 p. 100, ce qui est un effort de création d'emplois tout à fait remarquable. Donc, je pense que cela fonctionne, relativement parlant, assez bien dans la province d'Ontario.

Le Québec aussi a connu un regain de vie économique assez important. Nous avons, depuis trois ans, des pourparlers importants avec le gouvernement du Québec, lesquels impliquent le nouveau ministre que je félicite d'ailleurs pour son excellent travail. Et nous allons continuer avec le gouvernement du Québec à un degré inusité de collaboration afin d'accélérer davantage les chiffres de création d'emplois dans toutes les régions du Québec.

LA SITUATION DU QUÉBEC

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Il dit qu'il va collaborer avec le gouvernement du Québec. Mais est-ce que le premier ministre réalise qu'il a une obligation, comme premier ministre fédéral, de s'assurer qu'on fait une lutte aux disparités régionales, et son propre ministre du MEIR à l'époque avait annoncé le 5 juin dernier que le MEIR disposait désormais de fonds suffisants tant pour honorer ses engagements contractés au cours de l'exercice précédent que pour en assurer de nouveaux dans l'exercice en cours.

Monsieur le Président, le premier ministre devrait savoir que le ministre de l'Expansion industrielle régionale a leurré les industriels et les intervenants québécois. Le président de l'Association des commissaires industriels du Québec...

M. le Président: S'il vous plaît. Le député veut-il poser sa question, s'il vous plaît?

M. Lapierre: Je voudrais demander au premier ministre pourquoi il laisse à leur pauvre sort les régions comme la Beauce, l'Estrie, Châteauguay, Valleyfield, le Saguenay—Lac-Saint-Jean? Pourquoi le premier ministre a-t-il deux poids deux mesures? Certaines régions ont des avantages et d'autres se font «faire».

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre chargé de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, c'est absolument épouvantable et même disgracieux d'entendre des commentaires à ce propos-là, surtout, lorsque venant de ce collègue, mentionnant qu'on laisse le Québec pour compte, lorsqu'on pense par exemple qu'on a signé une entente de développement économique régional de près de 800 millions de dollars avec le Québec, ce qui est un pas sans précédent. De plus, au niveau des programmes de développement industriel régional, plus de 1 300 projets ont été approuvés depuis septembre 1984.

Monsieur le Président, je ne mentionne pas l'assistance qu'on a donnée à Petromont, Domtar, Canadair, GM, Ste-Thérèse, Hyundai, et tous ceux-là. Et quand on viendra me dire qu'on laisse le Québec pour compte et que le Québec est mal représenté, monsieur le Président, je pense que la population québécoise comprend.